

Santé et Protection Animale Environnement et Nature
15, place de la République CS 70527
CEDEX
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 16/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PARC ANIMALIER LA TANIÈRE

LE GRAND ARCHEVILLIERS
28630 Nogent-le-Phaye

Références :
Code AIOT : 0010013019

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/09/2023 dans l'établissement PARC ANIMALIER LA TANIÈRE implanté LE GRAND ARCHEVILLIERS 28630 Nogent-le-Phaye. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARC ANIMALIER LA TANIÈRE
- LE GRAND ARCHEVILLIERS 28630 Nogent-le-Phaye
- Code AIOT : 0010013019
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Inspection du parc animalier zoo/refuge de la tanière , dans le cadre de la réglementation faune sauvage captive et installation classée pour la protection de l'environnement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Prévention des accidents.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 6	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
32	De la prévention des risques écologiques.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 66	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
33	Réalisation et équipement de l'ouvrage	Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 17.2.2.2	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
34	Relevé des prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 17.3	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
36	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 21.3	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
37	Autosurveillance des eaux usées	Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 22.1	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
38	Autosurveillance des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 22.1	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
39	Conformité au dossier de demande d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 2.1	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
40	mise à jour de l'étude d'impact et de danger	Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 2-11-2	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	De l'organisation générale des établissements.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 2	/	Sans objet
2	De l'organisation générale des établissements.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 3	/	Sans objet
3	organisation générale des établissements.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 4	/	Sans objet
4	organisation générale des établissements.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 5	/	Sans objet
6	Prévention des accidents.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 7	/	Sans objet
7	Des conduites d'élevage des animaux.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 10	/	Sans objet
8	Des conduites d'élevage des	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	animaux.	11		
9	Des conduites d'élevage des animaux.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 13	/	Sans objet
10	Des conduites d'élevage des animaux.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 14	/	Sans objet
11	Des conduites d'élevage des animaux.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 15	/	Sans objet
12	Des conduites d'élevage des animaux.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 16	/	Sans objet
13	Des conduites d'élevage des animaux.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 19	/	Sans objet
14	Des conduites d'élevage des animaux.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 20	/	Sans objet
15	Des conduites d'élevage des animaux.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 21	/	Sans objet
16	Des conduites d'élevage des animaux.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 24	/	Sans objet
17	Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 27	/	Sans objet
18	Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 28	/	Sans objet
19	Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 30	/	Sans objet
20	Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 31	/	Sans objet
21	Des	Arrêté Ministériel du	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	installations d'hébergement et de présentation au public des ...	25/03/2004, article 32		
22	Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 34	/	Sans objet
23	Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 35	/	Sans objet
24	Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 38	/	Sans objet
25	De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des ...	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 42	/	Sans objet
26	De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des ...	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 44	/	Sans objet
27	De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des ...	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 45	/	Sans objet
28	De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des ...	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 46	/	Sans objet
29	De la surveillance sanitaire des animaux, de la	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 48	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	prévention et des ...			
30	De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des ...	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 49	/	Sans objet
31	De la participation aux actions de conservation des espèces animales.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 54	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement est en développement et il faut pour ce faire que le dossier d'autorisation soit mis à jour pour acter les modifications apportées.

La fumière n'est pas assez régulièrement vidée ce qui entraîne son débordement.

Les fumiers sont épandus sur les terres d'un agriculteur sans que le parc animalier n'est fourni de plan d'épandage.

Les travaux du forage ne sont pas encore terminées malgré de nombreuses relances, de plus il n'y a pas de dispositif de mesure totaliseur sur ce forage.

Les analyses des eaux usées ne sont pas réalisées selon la fréquence définie dans l'arrêté d'autorisation et dans la convention de rejets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : De l'organisation générale des établissements.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 2
Thème(s) : Élevage, sécurité
Prescription contrôlée : Les limites des établissements sont matérialisées par une enceinte extérieure, différente des enclos, faisant obstacle au passage des personnes et des animaux et dont les caractéristiques doivent permettre de prévenir les perturbations causées aux animaux par des personnes se trouvant à l'extérieur de l'établissement et garantir la sécurité des personnes. Toutefois l'enceinte extérieure peut ne pas être différente de celles des enclos, notamment dans le cas des enclos d'une surface supérieure à deux hectares, si ses caractéristiques lui permettent de prévenir les évasions des animaux hébergés, les pénétrations non contrôlées de personnes ou d'animaux étrangers à l'établissement, les perturbations des animaux du fait de personnes se trouvant à l'extérieur de l'établissement et qu'elles garantissent la sécurité des personnes. La hauteur de cette enceinte est au minimum de 1,80 mètre. L'exigence d'une enceinte extérieure ne s'applique pas aux établissements où les présentations d'animaux au public s'effectuent à l'intérieur de bâtiments clos, tels les aquariums ou les vivariums.
Constats : Présence d'une clôture de 2 m tout autour de l'enceinte.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : De l'organisation générale des établissements.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 3
Thème(s) : Élevage, Compétences et personnel
Prescription contrôlée : L'effectif du personnel des établissements est en permanence suffisant pour permettre la mise en oeuvre des dispositions du présent arrêté. Le personnel doit disposer d'une formation ou d'une expérience suffisantes à la mise en oeuvre des tâches qui lui sont confiées. Les missions, le niveau de responsabilité de chacun des personnels impliqués dans la mise en oeuvre du présent arrêté ainsi que leurs relations fonctionnelles et hiérarchiques respectives sont précisément définis par les responsables des établissements. Les établissements s'attachent les services de toutes personnes ou organisations extérieures dont le concours est nécessaire au respect en permanence des dispositions fixées par le présent arrêté.
Constats : Conforme
Observations : 50 soigneurs, 2 vétérinaires extérieurs et un salarié sur site. Un stagiaire vétérinaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : organisation générale des établissements.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 4
Thème(s) : Élevage, Compétences et personnel
Prescription contrôlée : Sans préjudice des responsabilités exercées par les autres personnels, les titulaires du certificat de capacité prévu à l'article L. 413-2 du code de l'environnement exercent une surveillance permanente de l'établissement dans lequel ils sont affectés aux fins de mettre en oeuvre et contrôler les dispositions prises en application de l'article L. 413-3 du code de l'environnement. Cette surveillance requiert l'occupation du poste à temps complet au sein de l'établissement, les absences des titulaires de certificat de capacité devant être limitées aux périodes légales de repos et de congé, aux périodes nécessaires à leur formation ainsi qu'aux déplacements à caractère professionnel. Les titulaires du certificat de capacité doivent posséder un pouvoir de décision et un degré d'autonomie suffisants pour leur permettre d'assurer leurs missions.
Constats : conforme
Observations : Monsieur Sébastien Muller possède un certificat de capacité présentation au public d'animaux d'espèce non-domestiques fixe. Ainsi que Monsieur Patrick Violas pour des cervidés et des wallabys.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : organisation générale des établissements.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 5
Thème(s) : Élevage, Règlement intérieur
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore et fait respecter un règlement intérieur et un règlement de service dont les caractéristiques figurent en annexe 1 au présent arrêté. L'ensemble des programmes, des procédures et documents écrits, prévus par le présent arrêté, sont tenus à jour et mis à la disposition des agents de l'administration en charge de leur contrôle.

Le règlement intérieur fixe notamment :- les périodes et heures d'ouverture de l'établissement ;- la liste des interdictions ou des consignes auxquelles le public doit se conformer, portant en particulier sur le respect des clôtures et des zones de sécurité ; il indique les risques pouvant résulter de certains comportements des visiteurs ;- les conditions selon lesquelles les animaux peuvent recevoir de la nourriture du public. Il appelle l'attention du public sur le respect des animaux et sur les dangers qu'ils présentent. Ce document est porté à la connaissance du personnel et du public par affichage, notamment aux entrées de l'établissement et en différents points à l'intérieur de celui-ci (à défaut, il peut être remis aux visiteurs).
Constats : Présence du règlement intérieur.
Observations : Règlement intérieur affiché à l'entrée du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Prévention des accidents.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 6
Thème(s) : Élevage, Règlement de service
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation de l'établissement pour prévenir et réduire les risques d'accidents. Pour les établissements relevant de la rubrique 2140 de la nomenclature des installations classées, l'étude d'impact et l'étude des dangers prévues à l'article R. 512-6 du code de l'environnement doivent inclure une analyse portant sur les risques pour la sécurité et la santé des personnes (personnels et visiteurs) du fait, notamment, des animaux d'espèces considérées comme dangereuses et des activités qui s'y rapportent. Les caractéristiques des installations et du fonctionnement des établissements ainsi que les modalités de leur surveillance doivent être définies de manière à permettre la prévention de tels risques.</p> <p>Sans préjudice des dispositions réglementaires en vigueur en matière d'accident du travail, d'hygiène et de sécurité du personnel, le règlement de service fixe :- les conditions de travail, notamment pour les manoeuvres dangereuses ;- les conditions de circulation du personnel à l'intérieur de l'établissement, dans les couloirs de service et dans les lieux où sont hébergés les animaux ;- les consignes à appliquer pour assurer la sécurité du public ;- les règles d'hygiène que doit respecter le personnel ;- les règles propres à assurer le bien-être des animaux. Le règlement de service est remis à chacun des personnels concernés et est affiché dans les locaux réservés au personnel.</p>
Constats : L'analyse de danger n'a pas été revue avec l'évolution du parc.
Observations : Présence de consignes de services pour toutes les parties où il y a des animaux dangereux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 6 : Prévention des accidents.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 7
Thème(s) : Élevage, Plan de secours
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan de secours dont les caractéristiques figurent en annexe 1 au présent arrêté. Les établissements sont tenus de prévoir la présence permanente d'au moins un membre</p>

de leur personnel ayant reçu une formation de secouriste. Ils doivent disposer d'un local installé en poste de secours équipé de façon à pouvoir dispenser les premiers soins. Un réseau de communication intérieur est mis en place et relié en permanence au personnel chargé de la sécurité.

Le plan de secours comporte l'indication des risques pour lesquels il est établi. Il est élaboré sur la base de scénarii. Le plan de secours fixe de façon précise, pour chaque scénario répertorié :- les moyens et les procédures à mettre en oeuvre ainsi que les missions et responsabilités des personnes travaillant dans l'établissement ;- les consignes à suivre pour les personnels qui seraient impliqués dans ces situations ou qui auraient à les subir ;- les issues devant être empruntées pour quitter l'établissement ;- les conditions d'alerte des services médicaux ou de secours ou de toute autre personne extérieure dont le concours est nécessaire. Ces services ou personnes doivent être au préalable informés des conditions dans lesquelles ils auront à intervenir. Ils doivent être notamment informés des types de blessures pouvant survenir, des espèces animales impliquées et des circonstances possibles de leur apparition. Le plan de secours doit être porté à la connaissance du personnel de l'établissement. Il est communiqué au maire et au préfet.

Constats :
conforme

Observations :
A actualiser avec les nouvelles constructions.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Des conduites d'élevage des animaux.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 10

Thème(s) : Élevage, condition d'élevage des animaux.

Prescription contrôlée :

Les animaux doivent être entretenus dans des conditions d'élevage de haut niveau qui visent à satisfaire les besoins biologiques et de conservation, la santé et une large expression des comportements naturels des différentes espèces en prévoyant, notamment, des aménagements et des équipements des enclos adaptés à la biologie de chaque espèce. Avant d'héberger une nouvelle espèce, les établissements sont tenus de recueillir toutes les informations à caractère scientifique ou zootechnique nécessaires au respect des conditions d'entretien et de présentation au public, fixées par le présent arrêté.

Constats :
Les animaux sont détenus dans de bonnes conditions dans des enclos spacieux et bien aménagés.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Des conduites d'élevage des animaux.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 11

Thème(s) : Élevage, composition des groupes d'élevage

Prescription contrôlée :

La composition des groupes d'animaux d'une même espèce est déterminée en fonction des différents espaces mis à la disposition des animaux, du comportement et, si nécessaire, des cycles physiologiques propres à l'espèce. Les animaux vivant en groupe ne doivent pas être tenus isolés sauf pour des raisons sanitaires ou de dangerosité. Les individus présentant pour les animaux avec lesquels ils cohabitent un danger excessif, préjudiciable à la vie de ces derniers, doivent être retirés du groupe. La cohabitation entre animaux d'espèces différentes n'est possible que si elle n'entraîne aucun conflit excessif entre eux ni ne leur cause aucune source de stress excessive ou permanente.

Constats :

Les animaux sont mis en groupe quand cela est possible et il n'a pas été relevé de conflits. Une volière avec différentes espèces de psittacidés est mise en place sans conflits apparents.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Des conduites d'élevage des animaux.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 13
Thème(s) : Élevage, protections phase aux prédateurs
Prescription contrôlée : Les animaux doivent être protégés de la prédation d'animaux étrangers à l'établissement. Ils ne doivent pouvoir être perturbés ou excités par des animaux étrangers à l'établissement. Le cas échéant, les établissements doivent mettre en oeuvre des programmes de maîtrise de ces populations animales indésirables.
Constats : Présence d'un plan de dératisation et le site est entouré d'une clôture de 2 m.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Des conduites d'élevage des animaux.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 14
Thème(s) : Élevage, acclimatation
Prescription contrôlée : Les animaux nouvellement arrivés doivent pouvoir s'adapter progressivement à leur nouvel environnement sans compromettre ni leur bien-être ni la sécurité des personnes ou des autres animaux.
Constats : Présence d'une quarantaine et de zones d'acclimations des nouveaux arrivants.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Des conduites d'élevage des animaux.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 16
Thème(s) : Élevage, surveillance des animaux
Prescription contrôlée : Les animaux sont observés au moins quotidiennement par le personnel chargé directement de leur entretien. Une surveillance destinée à détecter l'apparition d'anomalies comportementales est notamment effectuée. Les facteurs provoquant ou favorisant les anomalies comportementales doivent être recherchés et les mesures nécessaires à leur correction doivent être mises en oeuvre.
Constats : conforme.
Observations : Chaque animalier de chaque secteur fait une observation quotidienne des animaux et de leur comportement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Des conduites d'élevage des animaux.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 19
Thème(s) : Élevage, ration alimentaire
Prescription contrôlée : Des programmes étendus de nutrition pour chaque espèce ou groupe d'espèces sont mis en oeuvre dans le but de fournir une alimentation suffisamment abondante, saine, équilibrée et de qualité répondant aux besoins de chaque espèce. Les régimes alimentaires des espèces détenues sont établis en tenant compte des connaissances scientifiques et techniques ainsi que des progrès réalisés en matière de nutrition animale. Leur impact sur l'état de santé des animaux est évalué. L'abreuvement est assuré par une eau saine, renouvelée fréquemment, protégée du gel et constamment tenue à la disposition des animaux. L'approvisionnement en aliments est maîtrisé aux fins d'assurer sa continuité et la qualité des aliments fournis. Les aliments répondent à des critères de qualité définis, régulièrement vérifiés par le personnel de l'établissement.
Constats : L'alimentation est adaptée à chaque espèce.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Des conduites d'élevage des animaux.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 20
Thème(s) : Élevage, alimentation
Prescription contrôlée : Les établissements disposent de locaux réservés au stockage des aliments et à la préparation de la nourriture. Les déchets issus de la préparation des aliments sont stockés de manière nettement séparée des lieux où sont stockés ou préparés les aliments. La conservation des aliments réfrigérés, congelés ou surgelés est effectuée dans des enceintes prévues à cet effet. Leur température est régulièrement contrôlée. Tous ces locaux et enceintes sont maintenus en permanence en bon état de propreté et d'entretien. Les cuisines sont nettoyées au minimum quotidiennement. Les matériels utilisés pour la préparation et la distribution des aliments et de l'eau doivent pouvoir être facilement nettoyés et sont maintenus en bon état de propreté et d'entretien.
Constats : Conforme
Observations : La préparation des aliments se fait dans une cuisine centrale. Les aliments sont conservés dans des enceintes réfrigérées. La cuisine et les équipements sont bien entretenus.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Des conduites d'élevage des animaux.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 21
Thème(s) : Élevage, alimentation
Prescription contrôlée : Lors de leur stockage et de leur préparation, les aliments sont protégés de l'humidité, des moisissures et des contaminations indésirables. Ils sont tenus à l'abri des dégradations pouvant être provoquées par les animaux, tels notamment, les insectes, les rongeurs et les oiseaux. La décongélation lente des aliments à l'air libre, à température ambiante supérieure à 4 degrés Celsius et la recongélation de produits décongelés sont interdites. La préparation des repas doit préserver la qualité hygiénique et sanitaire des aliments, en évitant notamment les contaminations croisées de ceux-ci. A cet effet, le personnel chargé de la préparation de

l'alimentation observe des règles d'hygiène adaptées.
Constats : Les préparations et la conservations des aliments sont réalisés dans les règles de l'art.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Des conduites d'élevage des animaux.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 24
Thème(s) : Élevage, sécurité
Prescription contrôlée : Des procédures écrites fixent les conditions d'intervention du personnel participant à l'entretien des animaux d'espèces considérées comme dangereuses.
Constats : Il existe des procédures écrites et affichées pour l'ensemble des lieux où sont détenus des espèces considérées comme dangereuses.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 27
Thème(s) : Élevage, dispositions constructives
Prescription contrôlée : Les installations d'hébergement des animaux, leurs sols et leurs équipements sont adaptés aux moeurs de chaque espèce, garantissent la sécurité des animaux et permettent d'exprimer largement leurs aptitudes naturelles. Les installations doivent leur permettre de pouvoir échapper aux attitudes hostiles d'autres animaux hébergés avec eux, en leur permettant d'exprimer un comportement normal de défense ou de fuite. Les interactions agressives ou les sources de stress entre les animaux hébergés dans des lieux différents sont prévenues par la mise en place de moyens appropriés. En particulier, la situation géographique, au sein des établissements, des lieux où sont hébergés les animaux préviennent les interactions agressives ou les sources de stress pouvant exister entre les espèces.
Constats : Les enclos et les bâtiments sont adaptés aux animaux détenus. Des zones de replis sont mises en place pour échapper à la vue des spectateurs et des congénères.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 28
Thème(s) : Élevage, conditions d'hébergement
Prescription contrôlée : Les animaux sensibles aux perturbations occasionnées par le public doivent pouvoir s'y soustraire dans des zones ou des structures adaptées à leur espèce. Lors de la visite, aux fins de ménager la tranquillité des animaux, le public n'a pas accès à l'ensemble du périmètre des enclos à moins que ceux-ci soient suffisamment vastes pour que les animaux aient la possibilité de se soustraire de manière permanente aux perturbations occasionnées par le public. Un espace suffisant sépare le public des animaux dans les cas où l'accès du public aux limites de l'enclos ou des cages est susceptible de perturber les animaux.
Constats :

Les visiteurs sont séparés des animaux par une distance assez importante. Les animaux peuvent se soustraire à la vue des visiteurs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 30
Thème(s) : Élevage, conditions d'hébergement
Prescription contrôlée : Les installations destinées à maintenir les animaux dans les lieux où ils sont hébergés, sont conçues de manière à préserver l'intégrité des animaux et à prévenir l'apparition d'accidents. Les clôtures sont suffisamment visibles pour les animaux. L'utilisation des fils barbelés pour la confection des clôtures des enclos hébergeant les animaux est interdite. Les appareils et fils électriques ne doivent pas pouvoir être détériorés par les animaux. Si des lieux où sont hébergés des animaux sont inondables, les établissements disposent d'autres lieux d'hébergement où les animaux pourront, le cas échéant, être acheminés.
Constats : conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 31
Thème(s) : Élevage, conditions d'hébergement
Prescription contrôlée : Les animaux ne doivent pas pouvoir franchir l'enceinte de leur enclos. Les dimensions et les caractéristiques des dispositifs et des aménagements destinés à prévenir la fuite des animaux sont en rapport avec les aptitudes de l'espèce et avec les possibilités d'expression de ces aptitudes à l'intérieur de l'enclos. Les clôtures sont munies de retours vers l'enclos lorsqu'elles ne permettent pas à elles seules de s'opposer aux diverses tentatives de franchissement des animaux. Ces retours possèdent une inclinaison et une dimension adaptées. Aucun élément de la conception des enclos, aucun de leurs aménagements ne doit réduire l'efficacité de l'enceinte. S'ils sont susceptibles de favoriser la fuite des animaux, les arbres sont régulièrement taillés.
Constats : Les dispositifs pour prévenir la fuite des animaux sont adaptés aux espèces détenues.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 22 : Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 34
Thème(s) : Élevage, prévention des évasions
Prescription contrôlée : Les portes des enclos et des cages et leur utilisation s'opposent de manière permanente à la fuite des animaux. Les animaux ne doivent pas pouvoir les ouvrir, les détériorer ou réduire leur efficacité. Elles ne doivent pouvoir être ouvertes que par des personnes autorisées. Les portes des enclos et des cages s'ouvrant du côté du public sont en permanence verrouillées. La disposition des portes, trappes et coulisses des cages et des enclos permet de contrôler la situation des animaux avant que ne soient ouvertes les portes permettant au personnel d'accéder dans ces lieux. Les commandes des portes et des trappes sont mises en place et utilisées de façon à permettre à l'utilisateur de connaître le résultat de la manœuvre d'ouverture ou de fermeture

qu'il réalise.
Constats : conforme.
Observations : Utilisation de cadenas conditionnels pour permettre de s'assurer de la présence ou de l'absence des animaux dans leurs bâtiments ou enclos.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 23 : Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 35
Thème(s) : Élevage, prévention des évasions
Prescription contrôlée : L'accès du personnel aux enclos et aux locaux hébergeant des animaux prévient l'évasion des animaux et assure la sécurité des personnes. En particulier, la pénétration du personnel à l'intérieur des enclos et des locaux en présence des animaux d'espèces considérées comme dangereuses ne peut être autorisée par les responsables des établissements que si, eu égard au degré de dangerosité des animaux, les risques encourus sont faibles et peuvent être prévenus immédiatement s'ils apparaissent.
Constats : Présence de procédure d'entrée dans les enclos des animaux réputés dangereux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 24 : Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 38
Thème(s) : Élevage, protection du public et des animaux
Prescription contrôlée : Dans les conditions normales de visite, le public ne doit pas pouvoir se pencher au-dessus des barrières et des autres dispositifs de séparation d'une façon qui présente un danger. Des dispositifs suffisants empêchent le public d'avoir accès aux fossés servant à délimiter les lieux où sont hébergés les animaux. Les passages empruntés par le public et situés au-dessus des lieux où sont hébergés les animaux garantissent la sécurité du public, en assurant notamment le respect des distances de sécurité par rapport aux animaux, visées à l'article 36 du présent arrêté. Le public ne doit pas avoir accès aux clôtures électriques.
Constats : Présence de barrières et autres dispositifs pour éloigner les visiteurs des abords des enclos.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 25 : De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des ...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 42
Thème(s) : Élevage, surveillance des maladies
Prescription contrôlée : <div>Prescription contrôlée : Les établissements s'attachent les soins d'un vétérinaire disposant d'une habilitation sanitaire pour les espèces présentes, pour le contrôle régulier de l'état de santé des animaux. Ce vétérinaire est également chargé, conjointement avec les responsables des établissements, de la</div>

mise en œuvre et du contrôle des programmes mentionnés à l'article précédent.Des visites régulières de ce vétérinaire doivent être programmées.Toute suspicion de maladie réputée contagieuse mentionnée à l'article D. 223-21 du code rural, ainsi que toute confirmation de maladie à déclaration obligatoire mentionnée à l'article D. 223-1 du code rural, doit faire l'objet d'une déclaration immédiate au directeur départemental des services vétérinaires.Au cas où la prévention et le traitement des maladies de certaines espèces nécessiteraient des compétences particulières, les établissements bénéficient du concours d'un spécialiste, apte à assurer de telles missions.

Constats :

Il y a un vétérinaire disposant d'une habilitation sanitaire pour les espèces présentes.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 26 : De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des ...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 44

Thème(s) : Élevage, contention

Prescription contrôlée :

Les établissements disposent de moyens de contention adaptés.Les soins et les interventions sur les animaux sont pratiqués dans des lieux ménageant des conditions satisfaisantes d'hygiène.Les locaux réservés aux soins des animaux doivent pouvoir être facilement nettoyés et désinfectés. Ils sont entretenus de manière à prévenir la transmission de maladies entre les animaux qui y sont admis.Les établissements disposent du matériel suffisant pour assurer les soins courants et les premiers soins d'urgence aux animaux. Ce matériel est maintenu en bon état d'entretien et stocké dans des lieux réservés à cet effet.

Constats :

Existence d'une clinique vétérinaire.

Pour les animaux de grandes tailles (zléphants) mise en place de médical training avec des structures adaptées pour pouvoir examiner les animaux.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 27 : De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des ...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 45

Thème(s) : Élevage, autopsie et analyses

Prescription contrôlée :

Les causes des maladies apparues dans les établissements doivent être recherchées.Des analyses de laboratoires sont entreprises lorsqu'elles sont nécessaires à porter un diagnostic sur les maladies des animaux hébergés.Dans le but de rechercher les causes de la mort ou de déterminer l'état sanitaire des populations animales hébergées, les animaux morts, y compris les animaux mort-nés et les avortons, font l'objet de la part de personnes compétentes d'autopsies ou, selon les espèces, de tout autre moyen d'analyse approprié.

Constats :

conforme.

Observations :

Pratique d'autopsie sur tous les décès.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 28 : De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des ...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 46
Thème(s) : Élevage, locaux de stockage des cadavres
Prescription contrôlée : Lorsqu'elles sont effectuées au sein des établissements, ceux-ci disposent d'installations ou de lieux permettant de pratiquer des autopsies. Ces installations ou ces lieux sont nettoyés et désinfectés après l'autopsie. Les établissements disposent d'équipements spécifiques permettant la conservation au froid des cadavres d'animaux qui ne peuvent faire rapidement l'objet d'une autopsie.
Constats : conforme
Observations : présence d'une salle d'autopsie dans la clinique vétérinaire et d'une salle d'une chambre froide pour la conservation des cadavres.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 29 : De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des ...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 48
Thème(s) : Élevage, propreté des locaux
Prescription contrôlée : Les locaux, les enclos où sont hébergés les animaux, leurs équipements, les bassins et les autres dispositifs contenant de l'eau à la disposition des animaux sont maintenus dans un état d'hygiène permettant de prévenir l'apparition de risques sanitaires pour les animaux et les personnes. Les sols et les parois intérieures des bâtiments où sont hébergés les animaux sont réalisés avec des matériaux permettant leur lavage complet. Les excréments des animaux sont évacués et les litières renouvelées régulièrement selon les exigences de l'espèce et les techniques d'élevage. Toutes les eaux résiduelles issues des bâtiments d'élevage des animaux et de leurs annexes (cuisines, infirmerie,...) sont collectées par un réseau d'égout étanche et acheminées vers des installations d'assainissement.
Constats : conforme
Observations : Les sols et murs des bâtiments sont faciles à nettoyer.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 30 : De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des ...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 49
Thème(s) : Élevage, propreté des locaux
Prescription contrôlée : Les établissements établissent des programmes d'entretien, de nettoyage et, le cas échéant, de désinfection de leurs installations et de leurs équipements. Les établissements mettent en oeuvre des programmes de prévention et de lutte contre les insectes et les rongeurs, afin notamment de protéger les lieux où sont hébergés les animaux.
Constats : Présence d'un plan de nettoyage et désinfection ainsi qu'un plan de dératisation et désinsectisation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 31 : De la participation aux actions de conservation des espèces animales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 54
Thème(s) : Élevage, conservation des espèces
Prescription contrôlée : Aux fins d'assurer le maintien de la qualité génétique des populations hébergées, les établissements participent aux échanges d'animaux qui favorisent la gestion et la conservation des populations animales captives. Ils contribuent à cette fin aux activités des programmes nationaux, européens ou internationaux d'élevage lorsqu'ils détiennent des animaux des espèces concernées par ces programmes.
Constats : Participation au programme Éléphant et Babouins de Guinée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 32 : De la prévention des risques écologiques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 66
Thème(s) : Élevage, stockages des déjections animales
Prescription contrôlée : Une aire cimentée permet le stockage des fumiers. Elle est munie d'une fosse étanche pour la récupération des jus sauf dans le cas de fumière couverte ou de fumier compact pailleux. Cette aire est dégagée aussi souvent que nécessaire, sans préjudice des dispositions réglementaires relatives aux conditions d'épandage des fumiers. Si les fumiers sont destinés à être épandus sur des terrains agricoles, leur maturation est suffisante pour prévenir les risques visés à l'article 64 du présent arrêté. Ces dispositions ne s'appliquent pas si les fumiers sont remis dans les meilleurs délais à un établissement spécialisé dans le traitement des effluents. Les fumiers ne peuvent en aucun cas être utilisés pour la fumure des cultures maraîchères.
Constats : La zone de stockage était pleine et des jus ruisselaient sur le chemin. Les fumiers sont épandus chez un agriculteur sans plan d'épandage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 33 : Réalisation et équipement de l'ouvrage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 17.2.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, prélèvement d'eau
Prescription contrôlée : respect des prescriptions de l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.
Constats : Les travaux de construction et de mise aux normes du forage vis-à-vis du de l'arrêté du 11/09/2003 ne sont pas terminés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 34 : Relevé des prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 17.3
Thème(s) : Risques accidentels, consommation d'eau
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.
Constats : Absence d'un dispositif de mesure totaliseur à la sortie du forage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30jours

N° 36 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 21.3
Thème(s) : Risques accidentels, gestion eaux de pluie
Prescription contrôlée : L'exploitant mettra en œuvre tous les moyens afin d'éviter de polluer le milieu environnant ; pour ce faire il devra : récupérer les eaux de la partie du parking imperméabilisée et des voiries avec mises en œuvre d'un séparateur hydrocarbure avant rejet dans le bassin de rétention ; + réaliser un bassin de rétention équipé d'un dispositif permettant de stopper tout déversement accidentel vers l'exutoire en aval du projet. 28/34 "- Les concentrations maximales des rejets d'eaux pluviales sont définies ci-dessous : e DCO 3060 mg/l si flux journalier < 100 Kg/j e MES 100 mg/l si flux journalier < 15 Kg/j 8e hydrocarbures 100 mg/l si flux journalier > 0,02 kg/j
Constats : Aucune analyse n'a été réalisée à ce jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30jours

N° 37 : Autosurveillance des eaux usées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 22.1
Thème(s) : Risques accidentels, autosurveillance
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un système de comptage en continu des volumes des eaux rejetées dans le réseau d'eaux usées. L'exploitant mesure également d'autres paramètres dans les conditions définies ci-dessous ou demandées, en sus, dans la convention de déversement : PARAMÈTRES FRÉQUENCE Rejets eaux usées non domestiques pré-traitées Volume journalier continue pH continue TEMPÉRATURE continue DBO 5 une fois par semestre DCO une fois par semestre MES une fois par semestre AZOTE total une fois par semestre PHOSPHORE total une fois par semestre GRAISSES (meH) 1 fois an Les mesures de concentration seront effectuées sur des échantillons moyens en 24 heures, proportionnels au débit, conservés à basse température (4°C). Les analyses sont effectuées sur des échantillons non décantés. Les mesures seront effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.
Constats : Absence d'analyses des paramètres et donc non respect des fréquences d'analyses.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30jours

N° 38 : Autosurveillance des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 22.1
Thème(s) : Risques accidentels, autosurveillance
Prescription contrôlée : L'exploitant procède à une mesure annuelle des paramètres définies à l'article 21-3 du présent arrêté, sur les eaux pluviales, avant rejet dans le milieu au niveau de l'exutoire du bassin de rétention.
Constats : Les analyses des eaux pluviales rejets via le bassin de régulation ne sont pas réalisées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30jours

N° 39 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 2.1
Thème(s) : Élevage, dossier
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les autres réglementations en vigueur.
Constats : Les installations construites et le fonctionnement de l'établissement ne sont pas en adéquation avec les éléments décrits dans le dossier d'autorisation environnementale initiale. Une actualisation du dossier est attendu dans les plus brefs délais.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30jours

N° 40 : mise à jour de l'étude d'impact et de danger

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 2-11-2
Thème(s) : Élevage, dossier
Prescription contrôlée : Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.
Constats : Les modifications apportées au projet par rapport au dossier initial entraîne le besoin de se positionner via un porté à connaissance sur la nécessité de la réactualisation de l'étude de dangers.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30jours